

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20090 - 77EME ANNÉE

Les syndicats revendiquent des embauches, des moyens et une augmentation d'au moins 300 euros

Mobilisation des travailleurs de la Santé révélatrice de la crise sociale générale

Hier à l'appel de l'Intersyndicale Santé CGTR, SUD, CFTC des travailleurs ont manifesté à Saint-Denis devant l'hôtel où se déroulait l'assemblée générale de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne. En première ligne depuis 2 ans suite à l'importation à La Réunion de l'épidémie de coronavirus, ces salariés revendiquent de meilleures conditions de travail et une augmentation des salaires. Ce dernier point va se poser de manière plus large si la guerre en Ukraine se poursuit, car ce conflit favorise la hausse des prix et impacte surtout les plus vulnérables : les salariés mal payés, les travailleurs privés d'emploi, les retraités et les étudiants.

Depuis bientôt 2 ans, les travailleurs de la santé et de l'aide à la personne sont en première ligne en raison de l'importation de l'épidémie de coronavirus à La Réunion. L'annonce mercredi par l'État de 274 millions d'euros d'aides pour les établissements de santé et médico-sociaux à La Réunion n'a pas réussi à désamorcer le mouvement social. En effet, hier au lendemain de cette annonce, l'Intersyndicale de la Santé composée de la CGTR, de SUD et de la CFTC a organisé un rassemblement devant l'hôtel Creolia à Saint-Denis où se tenait l'assemblée générale de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne (FEHAP).

« Des conditions de travail dignes pour toutes et pour tous »

Les revendications concernent tout d'abord les conditions de travail : « nous voulons exercer nos métiers dans le respect des personnes que nous accompagnons dans des conditions de travail dignes pour toutes et pour tous », a indiqué Gabriel Mélade, porte-parole de l'Intersyndicale Santé. Cela signifie

« embauches et créations de places dans les établissements à la hauteur des besoins », rappelle le tract de l'Intersyndicale.

La politique de casse sociale menée par les gouvernements qui se succèdent a en effet entraîné d'importants sous-effectifs que la crise COVID a rendu encore plus criants. Dans le même temps, la population réunionnaise vieillit et le besoin en soins augmente. A cela s'ajoute le poids toujours plus important de l'assimilation, avec un nombre croissant d'EHPAD qui remplacent la solidarité familiale qui permettait à la plupart de nos anciens de vieillir dans leur foyer. Manifestement, les moyens ne sont pas à la hauteur.

Augmenter les salaires d'au moins 300 euros

La question des salaires est aussi au coeur des revendications. Les syndicats demandent un « réajustement des salaires pour tous et toutes (les personnels administratifs et techniques sont une fois de plus exclus de la revalorisation), conduisant à une augmentation d'au moins 300 euros ».

Ils combattent également la destruction des acquis sociaux par le gouvernement et les organisations patronales d'AXESS (NEXEM et FEHAP), jugés complices de la casse sociale.

« Le projet de convention collective unique de ces organisations est destructeur de l'équité des salaires, des conditions de travail, et donc de la qualité d'accompagnement des patients, usagers et familles, le cœur de notre métier », indique l'Intersyndicale. « Nous seuls sommes en mesure de créer cette convention unique de haut niveau nous permettant d'être à la hauteur de nos missions », précisent les syndicats qui revendiquent entre autres « maintien des droits conquis dans les différentes conventions collectives, réduction du temps de travail et prise en

considération réelle de l'ancienneté ». Les travailleurs ne manquent d'ailleurs pas de rappeler que « nos métiers sont indispensables à une société solidaire ».

Poursuite de la hausse des prix si la guerre continue en Ukraine

Si la guerre se prolonge en Ukraine, alors la question des salaires va se poser de manière plus aiguë dans tous les secteurs compte tenu de la spéculation qui a fait augmenter le prix des matières premières à commencer par le pétrole, de commodités telles que le blé et du transport maritime nécessaire à notre survie. En effet, La Réunion n'est pas autosuffisante sur le plan alimentaire et fait venir ses importations de nourriture principalement d'Europe.

La hausse des prix concerne notamment les plus vulnérables : les salariés mal payés, les travailleurs privés d'emploi, les retraités et les étudiants. Pour ces Réunionnais, la part de l'alimentation et de l'énergie dans le budget est plus importante que pour les

autres classes sociales.

Des milliards dépensés pour acheter des armes

L'impact de cette spéculation misant sur les tensions internationales a déjà eu un impact à La Réunion avec deux hausses successives des prix des carburants en février et en mars. Comme toutes les marchandises sont transportées par des véhicules fonctionnant avec ces carburants, cette augmentation du coût du transport ne manque pas d'être répercutée sur le consommateur final qui doit payer la facture.

Devant cette guerre, le gouvernement a promis de soutenir financièrement l'Ukraine pour que ce pays puisse acheter des armes. L'Union européenne fait de même. Or, tous ces milliards d'euros dépensés pour acheter des armes sont autant d'argent qui ne pourront être utilisés pour aider les plus démunis à faire face à la hausse des prix.

Les fondateurs d'une Communauté européenne sur la base de la Paix et de la réconciliation doivent se retourner dans leurs tombes

Un milliard d'euros d'aides européennes pour des armes pour l'Ukraine

C'est un fait sans précédent. Bien que l'Union européenne ne fasse partie d'aucune organisation militaire impliquée dans la guerre en Ukraine, il était proposé hier aux dirigeants de l'UE d'octroyer 500 millions d'euros à l'Ukraine pour l'aider à financer sa guerre contre la Russie. Cette somme s'ajoute aux 500 millions déjà débloqués fin février pour que l'Ukraine achète pour 450 millions d'armes et le reste en carburants. L'UE a donc une nouvelle mission qui n'est pas prévue dans les traités : subventionner l'achat d'armes d'un pays tiers en conflit avec un autre Etat. La construction de l'Union européenne était une œuvre de Paix, l'UE devient maintenant une organisation finançant massivement des achats d'armes d'un État belligérant situé en Europe. Ceux qui ont lancé les bases de la construction européenne sur les ruines de la Seconde guerre mondiale doivent se retourner dans leurs tombes.

« Un accord a été trouvé pour fournir des armements à l'armée ukrainienne pour une valeur de 450 millions et des équipements de protection et du carburant pour 50 millions. Tout cela sera couvert par



notre Facilité de paix et notre fonds intergouvernemental. C'est la première fois dans l'histoire que nous allons le faire », avait déclaré ce 27 février Josep Borrell, chef de la diplomatie de l'Union européenne à l'issue d'une réunion en visioconférence des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Un milliard d'euros prélevés sur la « Facilité européenne pour la paix »

Le 10 mars sur France Info, le chef de la diplomatie de l'Union européenne a déclaré: « c'est une première pour l'Europe ». « C'est un tabou qui tombe. Oui, l'Europe s'engage en fournissant des moyens militaires à l'Ukraine. Et on va continuer à le faire s'il le faut. » L'enjeu du financement de ses armes n'est rien moins que d'« aider l'Ukraine autant qu'on peut, mais d'éviter l'escalade de la guerre ».

Le 11 mars, lors du Sommet européen organisé dans le palais de Louis XIV à Versailles sous présidence française, le même Josep Borell a annoncé à France Info avoir « fait une proposition pour doubler la contribution [de l'UE] avec 500 millions d'euros en plus pour des armements en soutien à l'armée ukrainienne (...) Je suis certain que les dirigeants vont la soutenir ». D'où vient ce milliard d'euros ? « Les financements proviennent de la « Facilité européenne pour la paix ». C'est un fonds doté de 5 milliards d'euros. Il est abondé par les États membres hors du budget communautaire », précise France Info.

Subventions européennes pour qu'un pays belligérant achète des armes

Si la guerre en Ukraine se prolongeait, alors l'Union européenne versera d'autres subventions de même nature au gouvernement ukrainien. Une aide européenne de 500 millions d'euros pour acheter des armes et du carburant pour les véhicules militaires a été annoncée 3 jours après le début du conflit. Une autre d'un montant analogue est annoncée 14 jours après le début de l'offensive russe en Ukraine.

À ce rythme, l'Union européenne est donc prête à verser des milliards d'euros pour soutenir l'effort de guerre d'un pays qui est loin de remplir les conditions pour adhérer à l'UE, notamment en termes de respect de la démocratie et de la lutte contre la corruption.

Une fois les 5 milliards de la « Facilité pour la Paix » épuisés, quels seront les secteurs qui devront subir des restrictions pour financer ces dépenses : l'agriculture, la solidarité avec les Régions les plus pauvres dont La Réunion, les mesures pour soutenir l'emploi ?

L'œuvre de Paix totalement dévoyée

Or, l'Union européenne est le résultat d'une construction qui visait à réconcilier d'anciens belligérants de la Seconde guerre mondiale pour rendre impossible la reproduction d'une telle tragédie.

La première manifestation de cet effort fut la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, afin de placer sous une gestion commune les principales matières premières de construction des armes. Elle s'est amplifiée avec la création de la Communauté économique européenne en 1957. Ses États fondateurs étaient d'anciens vainqueurs de la Seconde guerre mondiale ainsi que deux États issus de régimes vaincus : l'Italie et la République fédérale allemande. La CEE s'est transformée en Union européenne et s'est élargie à d'autres anciens alliés de l'Axe, l'Autriche et la Finlande.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, des États européens de l'OTAN ou des États neutres de ce continent se sont engagés à soutenir l'effort de guerre du gouvernement ukrainien. Ceci relève d'accord bilatéraux. Mais en décidant d'utiliser les fonds européens pour subventionner les achats d'armes du gouvernement ukrainien, les dirigeants de l'Union européenne font prendre un virage à 180 degrés à cette organisation qui était à l'origine une œuvre de Paix en Europe, destinée notamment à la réconciliation entre la France et l'Allemagne qui s'étaient opposées dans trois guerres meurtrières dont deux mondiales entre 1870 et 1945.

Ceux qui ont lancé, sur les ruines de la Seconde guerre mondiale, les bases de la construction européenne par la réconciliation doivent se retourner dans leurs tombes. Cette construction européenne a été totalement dévoyée par ses dirigeants actuels.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zistoir pou rakonte dsu galé (Promyé morsso)

Toussala pars la mèr lété vréman tro mové !

Mézami mi vé rakonte azot in pti zistoir zordi, in sinp zistoir. Zistoir « Pars la mèr té mové. ».. Mézami zistoir-la zistoir in dénomé Manyèke. Manyèke koman ? Mi arvien pi son nom d'famiye, mé son pti nom té sa mèm, lété Manyèke, dovan la loi Bondyé.

Anfin d'après sak i di Manyèke téi vèye in dépo. Dépo toute sorte zafèr la komine téi koné pa kèl koté téi fo mète sa, kissoi brilé, kissoi zété, kissoi pétète antère ali kékpar. Mé pou linstan é dopi in bonpé d'tan lo ta téi grossi, zour apré zour, somenn apré somenn, mwa pou mwa, ané pou ané ziska sirman a détrui ali. Mé pou l'instan é dopi pa mal de tan toultan ké Manyèke l'avé in gardien épi in dépo pèrsonne téi oi pa pou kossa i sava détrui sa.

In zour poitan Manyèke la gingn in drol papyé é dsi papyé-la l'avé marke dè zafèr, inn pou dire lo dépo sar siprimé pars lété in nuizanss an plin dann Sinte Klotide : fransh vérité pou z'ète li lété, avèk lo sal téi koul in pé partou, lo ra téi kour kaziman rante la zanm demoune, épi bande marmaye té kapab bléssé kan zot téi vién zoué ladan in pé toute zoué.

Dézyèm zafèr lété marké galman, sa té in répons lo Maire la fé in konséyé, kan li la d'mandé kossa i sava fé avèk lo pèrsonèl

lo dépo - in sèl travayèr par l'fète - èl travayèr. Lo Maire la réponde, li va pran son rotrète konm toulmoune. Mé la rotrète sa té in n'afèr Manyèke téi prétan pa. Li l'avé pran labitide rèss dann son dépo la nuite konm lo zour é li oi pa pou kossa li nora pran sa rotrète.

Sa té in rash kère pou li in n'afèr konmsa... Pli pire demoune la antande ali dir, si lo Maire i ostine mète ali an rotrète, épi détrui lo dépo, la mèr lé loin é li valé zète son kor anndan koté Sinte Klotide lé ba.. Dabor li téi koné pa nazé donk sa téi tonb bien. Kan wi vé koupe lo fil la vi, ébin wi kalkil lo méyèr manyère pou ou. Lé ossi sinpe ké sa.

Par l'fète koupe lo fil la vi lété lo shoi B noute gardien d'dépo. Pars son promyé shoi lété d'rèss vivan dann son dépo toute kalité zafère.. Mé ladministrassyon néna sé rézon ké la rézon i koné pa.

Kriké ! Kraké ! Kriké Méssyé ! Kraké Madame !

(La pankor fini)

Justin

Justin